

rapports, car je ne veux laisser aucun lieu à l'incertitude, et je m'en tiens exclusivement aux données du recensement, quant au nombre. On a constaté qu'aux Etats-Unis et au Canada, chaque immigrant, riche ou pauvre, apporte avec lui en moyenne une valeur de \$60.00. Ceci donne un total de \$36,500,000. Si l'on réunissait en un seul chiffre le nombre total des immigrants venus depuis l'origine du mouvement, comme l'a fait le bureau des statistiques des Etats-Unis, nous arriverions à un capital de 609,000,000 ! Si nous divisons le chiffre total de cette population par cinq pour le réduire en famille et si nous portons à \$400 le revenu de chaque chef de famille, ce qui est une basse estimation vu qu'il n'y a rien d'alloué pour le travail de la femme et des enfants, nous arrivons à une somme de \$48,731,000 de production annuelle. Ces chiffres sont considérables, mais on ne peut nier que la population immigrante, telle que donnée par le recensement de 1881, représente de fait une valeur énorme en comparaison de laquelle les dépenses de la construction du Pacifique sont insignifiantes.

Par M. SEMPLE :—

Q.—M. Lowe a-t-il établi une comparaison entre l'argent dépensé au Canada et aux Etats-Unis pour l'immigration ? R.—Non, mais je ferai volontiers cette comparaison si l'honorable député désire connaître mon opinion sur ce point. Je suis convaincu que les Etats-Unis ont dépensé dix et quinze piastres contre le Canada une pour la question d'immigration ; je dis les Etats-Unis, parce que ces dépenses ont été payées en terres appartenant au domaine public. Le gouvernement américain a aliéné des millions d'acres de terre et les gens qui les ont obtenus, ont dépensé l'argent comme de l'eau pour y attirer l'immigration et créer des établissements. C'est donc le domaine des terres publiques des Etats-Unis qui, enfin de compte, a payé pour ces dépenses.

Par M. TROW :—

Q.—Toutefois, le gouvernement américain lui-même ne paie rien directement pour l'immigration ? R.—Non, il ne paie rien directement, mais il prélève maintenant une taxe sur les immigrants qui arrivent ; cette taxe qui est payée par le propriétaire du steamer, est en réalité une taxe commerciale puisqu'elle ne retombe pas sur l'individu directement ; et à même le revenu qu'elle produit, on dépense annuellement environ \$160,000 pour le soin des immigrants à New-York. Ce que nous dépensons ici est beaucoup moindre.

J. T. CAREY, est appelé et interrogé.

Le PRÉSIDENT.—Avant d'entendre M. Carey, je dois dire au comité que ce monsieur vient ici pour combattre le système en vertu duquel on offre des secours et de l'aide aux immigrants. Comme ce système est déjà abandonné par le département, je crois qu'il serait inutile de consacrer beaucoup de temps à discuter cette question qui se trouve ainsi déjà résolue.

Dr WILSON.—Je crois que vous faites erreur, car le ministre nous a exprimé l'intention de payer une certaine somme, \$2,00 par tête, pour faire venir des enfants au pays. Votre assertion est de nature à nous laisser sous une fausse impression.

M. CAREY —C'est précisément cette somme de \$2.00 par tête destinée à aider les orphelins à payer leur passage, qui fait l'objet de nos démarches et contre laquelle nous protestons dans le moment. En ma qualité d'ouvrier, je crois que nous avons plus souffert de l'ancien système pratiqué par le gouvernement au sujet de l'immigration, qu'aucune autre classe de citoyens. Nous n'avons aucune plainte à faire contre les immigrés de bonne foi qui viennent librement au pays. Nous savons par expérience que ceux qui ont les moyens et la volonté de payer leurs frais de déplacement, font d'ordinaire de bons et d'utiles citoyens ; mais quant à ceux qui ont déjà une mauvaise réputation dans leur propre pays, leur présence ici est plutôt un embarras qu'un profit. Je ne vois pas d'objection à ce qu'on aille chercher de l'ouvrage à la campagne, mais ceux qui sont de la ville doivent trouver leur subsistance dans la ville, et ils